

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
25-26, rue des Ailes  
ZA n° 2 des Ailes  
37210 PARCAY-MESLAY  
Tél : 02 47 46 47 00

Parçay-Meslay, le 07/03/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/02/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **CARRIERES DU MANS**

Les Bois Guillains  
37370 BEAUMONT-LOUESTAULT

Références : RAPVI - 2022/0239

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/02/2022 dans l'établissement CARRIERES DU MANS implanté Les Bois Guillains 37370 BEAUMONT-LOUESTAULT. L'inspection a été annoncée le 19/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIERES DU MANS
- Les Bois Guillains 37370 BEAUMONT-LOUESTAULT
- Code AIOT dans GUN : 0010009140
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La carrière est exploitée sous couvert de l'arrêté préfectoral n° 18801 du 27 mai 2010 autorisant la société Carrières du Mans à exploiter une carrière de sables et graviers située au lieu-dit "Les Bois Guillains" sur la commune de LOUESTAULT (37370), complété par arrêté préfectoral n° 19840 du 21 février 2014 pour une durée de 15 ans pour l'ensemble des parcelles concernées (soit une échéance fixée à 2025).

L'exploitant n'est pas propriétaire de la totalité des terrains. Il bénéficie d'un contrat de forage pour toute la période d'exploitation du site.

Les premières maisons se trouvent à 770 m des limites du site.

L'exploitation de la carrière se fait à la pelle mécanique.

La production nominale autorisée suivant l'AP n° 18801 est de 300 000 tonnes par an.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suites de l'inspection du 30 juin 2021 ;
- Avancement, phasage, remise en état ;
- examen du projet d'extention.

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites**

**administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Dispositions administratives	Arrêté Préfectoral du 27/05/2010, article 2.1.3.	/	Sans objet
Dispositions techniques générales	Arrêté Préfectoral du 27/05/2010, article 3.7.2.	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Conduite de l'extraction	Arrêté Préfectoral du 27/05/2010, article 1.2.2	/	Sans objet
Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 27/05/2010, article 3.4.4	/	Sans objet
Dispositions techniques générales	Arrêté Préfectoral du 27/05/2010, article 3.5.1.1	/	Sans objet
Dispositions techniques générales	Arrêté Préfectoral du 27/05/2010, article 3.5.1.2	/	Sans objet
Dispositions techniques générales	Arrêté Préfectoral du 27/05/2010, article 3.5.1.3	/	Sans objet
Dispositions techniques générales	Arrêté Préfectoral du 27/05/2010, article 3.5.2.1	/	Sans objet
Dispositions techniques générales	Arrêté Préfectoral du 27/05/2010, article 3.5.3.4.	/	Sans objet
Dispositions techniques générales	Arrêté Préfectoral du 27/05/2010, article 3.5.4.5	/	Sans objet
Dispositions techniques générales	Arrêté Préfectoral du 27/05/2010, article 3.6.1.2.	/	Sans objet
Dispositions techniques générales	Arrêté Préfectoral du 27/05/2010, article 3.7.2.	/	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'exploitant n'a pas remis de dossier annexe au plan général d'exploitation permettant de déterminer les valeurs S1, S2 et S3 associées au fonctionnement de l'installation et au calcul des garanties financières.

Il n'a pas non plus procédé à l'actualisation du montant des garanties financières.

Il souhaite déposer un dossier de demande d'autorisation environnementale pour un projet d'extension d'une surface d'environ 21.7 ha totalement boisée et localisée en continuité du périmètre actuellement autorisé et a, pour ce faire, constitué un dossier de présentation remis en séance lors de l'inspection.

Les études environnementales concernant ce projet sont en cours. Il est rappelé que celui-ci devra faire l'objet d'une demande d'autorisation de défrichement au titre des articles L214-13 et L314-3 du code forestier.

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle : Conduite de l'extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/05/2010, article 1.2.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Quantité autorisée
<b>Prescription contrôlée :</b> Quantité maximale autorisée en traitement :150000 t/an et en moyenne 105000 t/an
<b>Constats :</b> Production 2021 : 45000 t. environ de produits finis hors négoce (5384 t) Remblais mis en oeuvre pour l'année 2021: 23312 m <sup>3</sup> . Réserves au 31/12/2021 : 2 300 000 t (donnée à intégrer à GEREP)
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : Dispositions administratives

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/05/2010, article 2.1.3.
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, actualisation du montant des garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b> Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas procédé à l'actualisation du montant des garanties financières malgré une hausse de plus de 15 % de l'indice TP01 sur une période de 5 ans.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : Conduite de l'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/05/2010, article 3.4.4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Extraction
<b>Prescription contrôlée :</b> Le carreau de la carrière a pour cote mini 120 NGF Le fond de fouille devra toujours se situer à au moins 10 m NGF au-dessus de la cote PHE connue de la nappe.
<b>Constats :</b> Un exemplaire du plan d'exploitation mis à jour au 3/12/2021 est remis en séance. Il y est représenté quelques points de cote altimétriques inférieures à 120 NGF (Minima à 118.125 NGF) Les PHE sont situées aux alentours de la cote 85 NGF. La conditions du fond de fouille à au moins 10 m au dessus de la cote des PHE est donc largement respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Dispositions techniques générales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/05/2010, article 3.5.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, ExtractionPollutions accidentelles
<b>Prescription contrôlée :</b> Le ravitaillement des engins est réalisé par camion-citerne, à l'aide d'une pompe hydraulique à arrêt automatique, sur une plate-forme étanche formant rétention, équipée par ailleurs d'un point bas permettant de récupérer la totalité des eaux ou des liquides résiduels. Cette plate-forme est associée à un bac décanteur-déshuileur et à une capacité de rétention de 2000 litres.  L'entretien des matériels est également effectué sur l'aire de ravitaillement décrite ci-dessus.
<b>Constats :</b> Dernière opération d'entretien du séparateur à hydrocarbures réalisée en septembre 2021. le BSD de la société SOTREMO correspondant à cette opération est remis en séance. La plate-forme étanche est en bon état de fonctionnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Dispositions techniques générales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/05/2010, article 3.5.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Données de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant constitue un registre des fiches de données de sécurité des produits présents sur le site. Ce registre est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées ainsi que des services d'incendie et de secours.  Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères lisibles le nom des produits et les symboles de dangers conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
<b>Constats :</b> L'exploitant présente en séance le registre des FDS. Un exemplaire de la fiche spécifique Oxygène / gaz pour soudage est remise à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Dispositions techniques générales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/05/2010, article 3.5.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux dans le milieu naturel
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux de ruissellement pouvant provenir de la zone d'exploitation sont canalisées et dirigées vers le fossé d'assainissement agricole le plus proche. Elles respectent les prescriptions suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;</li><li>• la température est inférieure à 30°C ;</li><li>• les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NFT 90-105) ;</li><li>• la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90-101) ;</li><li>• les hydrocarbures totaux ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NFT 90-114).</li></ul> Ces analyses sont réalisées par un laboratoire agréé tous les ans.
<b>Constats :</b> Les eaux de ruissellement sont dirigées vers le point bas de l'extraction. Ce point devra faire l'objet d'une mise à jour lors de l'établissement du dossier de demande d'extension.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Dispositions techniques générales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/05/2010, article 3.5.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Poussières
<b>Prescription contrôlée :</b> La concentration du rejet pour les poussières doit être inférieure à 30 mg/Nm <sup>3</sup> (les mètres cubes sont rapportés à des conditions normalisées de température – 273° Kelvin – et de pression – 101,3 kilo Pascals – après déduction de la vapeur d'eau – gaz sec).  Une campagne de mesures est à effectuer tous les ans, en période sèche et d'activité représentative.  Les résultats accompagnés des commentaires de l'exploitant font l'objet d'une consignation sur un registre tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.
<b>Constats :</b> Une campagne de mesures de l'empoussièrement par la méthode des jauges de retombées a été réalisée du 3/11 au 1/12/2021. Les résultats montrent des valeurs largement inférieures au seuil de 500 mg/m <sup>2</sup> /jour applicable actuellement. Il n'y a pas d'obstacle à un passage à une fréquence semestrielle pour les mesures à réaliser en 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle : Dispositions techniques générales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/05/2010, article 3.5.3.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit être en mesure de justifier la nature, l'origine, le tonnage, le mode et le lieu d'élimination de tout déchet produit par ses installations.  A cet effet, il tient à jour un registre tenu à la disposition des agents chargés des contrôles et dans lequel sont consignées toutes ces informations.  Les dates d'enlèvement, les quantités et la nature des déchets transmis à chaque transporteur ainsi que l'identité des transporteurs doivent être précisées.  L'exploitant ne remet ses déchets qu'à un transporteur titulaire du récépissé de déclaration prévu par les articles R. 541-49 à R. 541-61 du Code de l'Environnement relatifs au transport par route et au courtage de déchets, ou il s'assure que les quantités et la nature des déchets sont telles que le transporteur est exempté de l'obligation de déclaration. Cette information doit être reportée dans le registre précité.
<b>Constats :</b> Le registre des déchets comporte deux items pour 2021 : SOTREMO pour les hydrocarbures et TRIADIS pour les matériels souillés. Le registre est remis en séance à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Dispositions techniques générales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/05/2010, article 3.5.4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôles acoustiques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant plantera des merlons à la périphérie des parcelles en cours d'exploitation, constituant une barrière efficace contre la propagation des bruits et vibrations, sans dépasser une hauteur de 2 m. Il prendra soin de les végétaliser.  Un contrôle des niveaux sonores est réalisé tous les trois ans et notamment lorsque les fronts de taille de la carrière se rapprochent de zones habitées.  Les résultats des mesures (émergences et niveaux de bruit en limite de propriété) sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.
<b>Constats :</b> Il serait souhaitable de faire coïncider la période de la prochaine campagne de mesures de bruit avec une période de faible densité de végétation avant repousse du feuillage, afin de connaître la situation en contexte défavorable du point de vue du critère bruit.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Dispositions techniques générales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/05/2010, article 3.6.1.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Clotures et accès
<b>Prescription contrôlée :</b> L'accès à la carrière et à toute zone dangereuse de l'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent en l'absence de merlons. Les merlons implantés à la périphérie du site ne dépassent toutefois pas une hauteur de 2 m, et ne débouchent pas directement sur les bords de l'excavation.  Les dangers sont signalés par des pancartes placées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part à proximité des zones clôturées.
<b>Constats :</b> L'exploitant déclare avoir procédé à la pose d'un nouveau portail et à la mise en place d'une caméra en entrée de site au mois de décembre 2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Dispositions techniques générales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/05/2010, article 3.7.2.
<b>Thème(s) :</b> Autre, Suivi annuel d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à la superficie de la carrière est dressé chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage ;</li><li>• les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ;</li><li>• l'emprise des infrastructures (voies d'accès, ouvrages et équipements connexes ...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ;</li><li>• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs</li><li>• le positionnement des talus et fronts d'exploitation.</li></ul>
<b>Constats :</b> Un plan version 19/10/2021 est remis en séance à l'inspection
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle :** Dispositions techniques générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/05/2010, article 3.7.2.
<b>Thème(s) :</b> Autre, Suivi annuel d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à la superficie de la carrière est dressé chaque année. Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités.  Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, les volumes de remblais amenés, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année (bruit, poussières, eau ...), les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation, est annexé au plan susnommé.  Ce plan et ses annexes sont transmis chaque année avant le 1er février à l'Inspection des Installations Classées.
<b>Constats :</b> L'annexe comportant les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état) n'a pas été présentée en séance lors de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet